



Revue Géographique de l'Est

vol. 58/3-4 | 2018

Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise...
Approches croisées du fait industrialo-urbain

Raggi Pascal – Dir., 2019, Un après-mine imprévu. Entre craintes et attentes, quand l'exploitation du sous-sol redevient d'actualité en Lorraine, Nancy, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, Collection MSH Lorraine, 151 p.

Simon Edelblutte



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/9022>

DOI : [10.4000/rge.9022](https://doi.org/10.4000/rge.9022)

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Référence électronique

Simon Edelblutte, « Raggi Pascal – Dir., 2019, Un après-mine imprévu. Entre craintes et attentes, quand l'exploitation du sous-sol redevient d'actualité en Lorraine, Nancy, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, Collection MSH Lorraine, 151 p. », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 58/3-4 | 2018, mis en ligne le 19 juin 2020, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/9022> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rge.9022>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Raggi Pascal – Dir., 2019, Un après-mine imprévu. Entre craintes et attentes, quand l'exploitation du sous-sol redevient d'actualité en Lorraine, Nancy, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, Collection MSH Lorraine, 151 p.

Simon Edelblutte

- 1 Dans cet ouvrage collectif publié par les PUN - Éditions Universitaires de Lorraine avec le soutien de la Maison des Sciences de l'Homme de Lorraine (MSH Lorraine), cinq auteures et auteurs de l'Université de Lorraine présentent les résultats de leur recherche effectuée dans le cadre du projet de recherche Après-Mine (APREM), financé par la MSH Lorraine en 2016 et 2017 et traitant « De l'après-mine au renouveau minier ; résilience et résistance au changement dans un ancien bassin minier transfrontalier face à un nouveau projet d'exploitation industrielle du sous-sol ». Ce projet de recherche fait suite au projet Gazhouille (approche territoriale des acteurs face à un projet de transition énergétique : le gaz de houille) courant de 2013 à 2015. Ces deux actions de recherche sont liées aux projets d'exploitation, dans l'ancien bassin houiller lorrain, du gaz de houille, gaz de charbon, gaz de couche ou, plus précisément, gaz de couches de charbon, à ne pas confondre avec le gaz de schiste issu des techniques de fracturation, interdites en France. Les deux types d'exploitation sont regroupés sous le vocable « gaz non-conventionnels ». Ce projet est porté, autour de deux permis couvrant 790km², par l'entreprise La Française de l'Énergie qui évalue donc la possibilité d'exploiter le gaz contenu dans les couches de charbon de l'ancien bassin. Ce retour vers l'exploitation du sous-sol, « *que personne n'aurait imaginé il a y vingt ans* » (p. 8), détermine le nom du projet et le titre de l'ouvrage, « Un après-mine imprévu ». Cependant, comme l'écrit dans la préface Y. Gunzburger, géologue du laboratoire Géoressources de l'Université de Lorraine, il s'agit, au delà des seuls critères de faisabilité technique et de rentabilité économique qui relèvent de l'entreprise, de mesurer si « *le sous-sol pourrait [...] ainsi contribuer à une redynamisation industrielle locale ?* » (p. 7).
- 2 Le rappel du cadre de cette publication est important car il permet de mieux en comprendre l'apparente hétérogénéité. En effet, l'ouvrage rassemble, y compris la préface, l'introduction et la conclusion, huit contributions qui, de l'Allemagne au bassin houiller lorrain en passant par le Royaume-Uni, sont le fruit de géographes, historien, géologue et psychologue. Les angles d'approches sont donc multiples tout autant que les terrains, mais ce choix de varier les échelles et les disciplines est particulièrement pertinent dans le cadre de l'objectif essentiel d'APREM qui est « *d'être un appui à la décision sur cette problématique* » (p. 12). En effet et pour cela, il est nécessaire, comme le pose Y. Gunzburger en guise de problématique de l'ouvrage, de savoir comment les pays voisins, confrontés à des évolutions similaires, ont réglé leur après-mine et notamment cette question de l'utilisation ou non de ces nouvelles ressources que sont les gaz non-conventionnels. Par ailleurs, les populations, tout comme les mentalités et les attentes, ont changé depuis l'époque de la fin de l'exploitation du charbon en



Lorraine, il y a plus de 15 ans (2004). Il est donc essentiel d'essayer de mesurer, auprès de cette population, l'acceptabilité d'une nouvelle exploitation des ressources du sous-sol et les représentations développées autour de ce projet.

- 3 P. Raggi, porteur du projet, est historien, chercheur au Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire (CRULH) et spécialiste d'histoire industrielle et sociale. Il a donc rassemblé une petite équipe constituée d'« *une psychologue sociale, trois géographes, un géologue et un historien, avec l'appui d'étudiants de Master en psychologie de l'Université de Lorraine* » (p. 13). Il intervient lui-même par une introduction assez longue qui constitue quasiment un article à elle seule et aurait mérité un titre plus explicite. Spécialiste de l'histoire de la désindustrialisation, en particulier de la Lorraine sidérurgique, il revient sur la perte d'activité économique et d'emplois mais surtout sur le traumatisme subi par les populations de ce bassin « *une des régions françaises emblématique du processus de désindustrialisation* » (p. 13). Il développe ensuite le concept de résilience, venu de la psychologie et « *aussi applicable aux populations et aux territoires qui ont subi la désindustrialisation et qui voient arriver de nouveaux acteurs économiques* » (p. 14). Il présente enfin les cinq contributions qui forment les chapitres de l'ouvrage, ordonnés dans un emboîtement d'échelle très géographique, partant de l'Europe, puis ciblant un État (le Royaume-Uni) et, enfin, traitant de l'ancien bassin houiller lorrain et sa population.
- 4 Le premier chapitre, intitulé « Les bassins houillers européens : déclin, problèmes et potentiels de régions post-minières » est assuré par le géographe M. Deshaies, chercheur au Centre de Recherche en Géographie de l'Université de Lorraine (Loterr) et spécialiste de la géographie minière et énergétique. Il brosse le portrait de l'Europe du charbon, marquée, à la fin des années 2010 et dans sa partie occidentale, par la fermeture des dernières mines profondes (2015 au Royaume-Uni, 2018 en Allemagne). Si l'extraction à ciel ouvert se poursuit néanmoins et que quelques mines profondes fonctionnent encore en Europe orientale, notamment en Pologne, le constat de ces fermetures ouvre une première partie présentant le déclin déjà long de l'extraction charbonnière en Europe occidentale, en lien avec la réduction des usages de cette source d'énergie. Les à-coups de ce déclin sont rappelés ainsi que les différences entre, d'un côté la France et le Royaume-Uni qui ont pratiquement abandonné le charbon pour produire de l'électricité (mais dans des temporalités différentes) et, de l'autre, l'Allemagne qui continue à l'utiliser et a recours de plus en plus aux importations. Il évoque ensuite l'ampleur, dans tous les bassins charbonniers d'Europe, des tâches de reconversion à effectuer, alors que ces territoires sont durablement affectés, malgré les aides et les diverses politiques d'accompagnement, par la pauvreté, le chômage et le déclin démographique ; la Ruhr ayant perdu, entre 1965 et 2014, 12% de sa population, passant de 5 756 623 habitants à 5 054 534 (p. 33). Il termine enfin sa contribution en évoquant la seconde phase de la reconversion, qui s'apparente plus à un redéveloppement territorial. C'est-à-dire qu'au-delà de la reconversion économique proprement dite, il ne faut pas négliger « *une certaine réhabilitation du cadre de vie et de l'image de ces régions* » (p. 35). Il développe ainsi les thématiques de la réhabilitation des paysages miniers et de la mise en valeur des héritages par la reconnaissance patrimoniale, non seulement des plus spectaculaires d'entre eux (le siège de la mine Zollverein XII à Essen dans la Ruhr, ou encore les terrils du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO), mais aussi des plus vernaculaires (cités minières par exemple). Néanmoins, ce travail mémoriel et patrimonial, utile en matière de changement d'image, ne suffit pas, conclut-il p. 45, à

relancer économiquement ces anciens bassins houillers et les projets d'exploitation des gaz de couche, à l'œuvre en France comme au Royaume-Uni, peuvent apparaître comme de nouvelles opportunités de redéveloppement.

- 5 Le second chapitre, intitulé « Opportunités et acceptabilité de l'exploitation des gaz non-conventionnels au Royaume-Uni : un débat géopolitique » est une contribution de M. Bailoni, géographe chercheur au Loterr et spécialiste de géopolitique interne et locale du Royaume-Uni. Il retrace dans un premier temps la situation énergétique du Royaume-Uni, entre le déclin inéluctable du charbon, source d'énergie emblématique des révolutions industrielles qui sont nées dans ce pays, présence de ressources en hydrocarbures dans la Mer du Nord et choix du nucléaire. Cela a conduit les autorités du pays à utiliser une acrobatie de vocabulaire en lançant une « *low carbon transition* » plutôt qu'une véritable transition énergétique » (p. 50) ; cette dernière aurait en effet impliqué une sortie du nucléaire, non souhaitée par les autorités. Parallèlement, M. Bailoni explique que cette politique conduit certes au développement des énergies renouvelables, mais a aussi ouvert la porte à la volonté d'exploiter les gaz non-conventionnels, gaz de couche comme gaz de schiste issu de la fracturation. L'auteur en arrive ainsi à décortiquer les conflits autour de l'exploitation de ces gaz, analysant le jeu des acteurs de la contestation, entre habitants directement touchés par les projets et « *activistes davantage politisés, originaires de tout le pays et qui semblent passer d'un conflit à un autre* » (p. 69). Il aborde la dimension multiscalaire de la question, autour d'exemples analysés dans le Nord de l'Angleterre où les gisements potentiels croisent urbanisation dense, vastes espaces protégés, et territoires hérités des exploitations charbonnières de deux révolutions industrielles (carte p. 65). Il évoque la constitution de sortes de camps où les protestataires s'organisent de façon communautaire (p. 68-69), à l'instar des Zones À Défendre (ZAD) françaises. Cependant, la similarité d'organisation ne fait pas la similarité des conflits ; en effet, l'auteur conclut aux différences fondamentales entre les situations du Royaume-Uni et de la France, où la fracturation n'est pas autorisée et très peu soutenue politiquement. Cette mise en perspective des situations française et britannique se termine sur la question de l'acceptation par les populations des nouvelles exploitations de gaz non-conventionnels et fait donc le lien avec le chapitre suivant.
- 6 Se rapprochant du territoire principal d'étude du projet APREM, l'ancien bassin houiller lorrain, Y. Beauoye, doctorant géographe chercheur au Loterr, brosse, dans cette contribution intitulée « De la fin des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) à l'avènement de l'Euro-district Saar-Moselle, une image à reconstruire », le portrait du territoire en question, marqué par l'arrêt récent (2004) de sa raison d'être pendant plusieurs décennies, l'exploitation du charbon. Il insiste ensuite sur les conséquences négatives, tout au long de décennies de déclin et durant l'après charbon, de ce bouleversement, malgré l'anticipation de la fermeture, de nombreux plans et aides et l'installation de nouvelles entreprises (Smart à Hambach en 1999). Ces conséquences sont démographiques (perte de 12 941 habitants entre 1968 et 2013, soit -7%, p. 89), socio-économiques (les 42 communes de l'ancien bassin houiller, sauf deux, ont un taux de chômage supérieur à la moyenne départementale, p. 96) mais touchent aussi l'image et l'attractivité du territoire, fortement dégradées. En effet, la fin de l'exploitation a laissé de nombreuses friches et a plongé la population de l'ancien bassin houiller dans une phase de deuil qui ne semble pas encore terminée comme le montre, au contraire d'autres territoires comme la Sarre voisine, l'insuffisante valorisation du patrimoine industriel (p. 82) et le peu de cas fait par les collectivités locales, dans leur

communication sur internet, du passé et des héritages miniers pourtant ici fondateurs (p. 80-81). L'auteur insiste sur la difficulté de polariser et de hiérarchiser un territoire constitué de villes minières chacune développée autour de son ou ses carreaux miniers et où aucune (ni même Forbach et Saint-Avold) ne s'impose réellement aux autres. Il évoque ainsi une « *entité géographique contestable* » (p. 86), dont le redéveloppement territorial n'est amorcé que grâce à sa situation frontalière avec l'Allemagne, qui absorbe quotidiennement 14 600 travailleurs de l'ancien bassin houiller lorrain (chiffres 2005, p. 83). De plus, des actions de coopération concrètes sont développées avec l'Allemagne, comme la création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), l'Euro-district Saar-Moselle et une Zone d'Aménagement Concertée transfrontalière, le Warndt Park à Creutzwald. Finalement, ce territoire apparaît aujourd'hui polarisé par la ville allemande de Sarrebruck qui absorbe l'essentiel des frontaliers et domine largement, démographiquement et économiquement, l'ancien bassin houiller lorrain.

- 7 Cette présentation du territoire d'étude permet à Y. Beauloye, dans le chapitre suivant intitulé « L'acceptabilité sociale d'un projet industriel », d'analyser la question de l'acceptabilité sociale, essentielle à la réussite du projet d'exploitation des gaz de couche porté par La Française de l'Énergie. Ce concept récent (la plupart des références citées par l'auteur datent des années 2010) est toutefois ancré dans des recherches anciennes sur la valeur et les croyances (fin XIX^{ème} siècle et tout au long du XX^{ème} siècle) qui déterminent, *in fine*, l'acceptabilité sociale. Celle-ci s'apparente donc à une sorte de permis social d'opérer qui complète la licence légale attribuée par une autorité politique (p. 103). Y. Beauloye pointe néanmoins les ambiguïtés de la notion, avec « *un risque de perversion du concept [...] qui peut dans certains cas permettre de faire accepter des projets qui pourraient desservir les intérêts de la population* » (p. 108), sorte de *socialwashing* à l'image du *greenwashing* bien connu. L'acceptabilité sociale doit donc rester « *une plus-value réciproque au territoire et à l'entreprise* » (p. 108) qui minimise ainsi les risques qu'elle prend en investissant tandis que la population est intégrée sincèrement au projet. L'auteur développe ensuite les éléments concrets de mise en œuvre de ce processus d'acceptabilité sociale qui ne peut se construire que sur le temps long et dont le plus haut degré consiste en l'appropriation d'un projet par la population (p. 109). Il termine sur l'évolution de cette acceptabilité, en évoquant l'étude de deux comtés texans marqués par l'exploitation des gaz de schiste, mais sur des temporalités différentes. Il en ressort que, dans le comté plus récemment exploité, l'acceptabilité de l'exploitation est forte, alors que dans le comté le plus anciennement exploité, l'acceptabilité n'a fait que décroître, les habitants considérant finalement que les inconvénients l'emportent sur les avantages. Cela conduit Y. Beauloye, s'appuyant sur les travaux de P. Batellier en 2016¹, à une conclusion relativement pessimiste quant à cette notion d'acceptabilité sociale qui, si elle n'est pas rigoureusement pratiquée, « *ne serait qu'un « terme-valise », un outil au service de l'industriel dont la finalité n'est autre que de faire accepter un projet qui ne servirait pas forcément les intérêts du territoire et du public* » (p. 114).
- 8 La dernière contribution, intitulée « Effet de la pratique sur les représentations sociales ; l'exemple du renouveau minier en Lorraine », est l'œuvre de M.-F. Agnoletti, psychologue sociale du laboratoire Psychologie Ergonomique et Sociale pour l'Expérience Utilisateurs (PERSEUS). Il s'agit ici, toujours en lien avec le projet d'exploiter les gaz de couche et donc de renouer, en quelque sorte, avec le charbon, d'étudier les représentations sociales des habitants du territoire quant au projet

(p. 115). L'auteure revient dans un premier temps sur la théorie des représentations sociales, définies comme un savoir de sens commun à propos d'objets qui peuvent être concrets ou abstraits : « ce savoir permet à des individus appartenant à un même groupe de se reconnaître dans la façon de penser cet objet et conséquemment de se différencier de la pensée d'autres groupes » (p. 116). Dans le cadre d'APREM, l'idée est ici d'étudier les représentations sociales autour de l'objet « après-mine » (c'est-à-dire l'exploitation projetée des gaz de couche) auprès de plusieurs groupes déterminés en fonction de leur lieu d'habitation (zone ou non touchée par la future extraction) et en fonction de leur histoire personnelle (concerné ou non par l'ancienne exploitation minière du charbon). Elle présente ensuite la méthode, autour de questionnaires envoyés à 80 personnes et traités statistiquement. Les résultats de l'étude sont particulièrement intéressants sur deux questions. Ainsi, les représentations sociales de l'après-mine sont plus marquées chez les anciens mineurs que chez les personnes qui n'ont pas une histoire liée à la mine et elles sont indifférenciées géographiquement, c'est-à-dire qu'elles ne varient pas en fonction de la proximité ou non des futures exploitations (p. 129). Cela rejoint d'ailleurs les constatations effectuées par M. Bailoni en Angleterre sur l'acceptabilité des projets (p. 71). Pour finir, M.-F. Agnoletti évoque les limites de son étude (le faible nombre de personnes questionnées) et le nécessaire complément des questionnaires par des entretiens plus nombreux que ceux présentés en fin de contribution. Ces derniers permettent néanmoins de différencier, une fois de plus, les anciens mineurs, plutôt favorables à l'exploitation des gaz de couche et les autres, clairement défavorables.

- 9 Au final, il faut souligner ici l'importance du croisement des regards scientifiques transdisciplinaires portés par un sujet fédérateur et d'actualité qui, en emboîtant les échelles, fait quand même la part belle à la géographie et aux géographes. Néanmoins si l'hétérogénéité disciplinaire autour d'une thématique claire et homogène est bienvenue d'un point de vue scientifique et se trouve finalement la raison d'être du projet APREM, elle se transcrit malheureusement dans une mise en page et une réalisation formelle de l'ouvrage tout aussi hétérogène. En effet, la cartographie de l'ouvrage est chaotique en matière de présentation (polices, cadres, taille des cartes, figurés, etc.) et fait cohabiter d'excellentes cartes (p. 39, p. 65), d'autres a priori très bonnes mais peu lisibles car trop petites (p. 89) et d'autres encore, bâclées (p. 9), ou encore ne correspondant pas au titre (p. 85). Cette mise en page déficiente apparaît aussi dans la présence de fautes un peu trop nombreuses et d'une étrange bibliographie « double », à la fois placée en notes de bas de page et en fin d'ouvrage.
- 10 Concluant l'ouvrage, P. Raggi reprend les principales conclusions de ses contributeurs et les résume en une remarque pessimiste quant à l'acceptabilité de la mise en œuvre du projet d'extraction des gaz de couches de charbon : « Une forme de résilience vis-à-vis de l'ancien univers charbonnier a certainement eu le temps de s'installer profondément dans cette partie de la Moselle. Finalement [...], toute une région s'est faite à l'idée d'une disparition inéluctable de l'exploitation industrielle du sous-sol au profit d'une forme d'industrie « 4.0 ». [...]. Ressuscitée sous la forme de l'exploitation gazière, l'emploi des ressources du sous-sol serait ainsi à contre-temps d'une évolution de la demande énergétique moins centrée sur les énergies fossiles qu'auparavant » (p. 135). Ce constat complète donc les études techniques et économiques réalisées par l'entreprise et montrent l'importance, dans la réussite et l'aboutissement d'un projet, de l'insertion de travaux en sciences humaines, trop longtemps laissés de côté, dans le processus de prise de décision, au profit des seuls déterminants politico-économiques. Le constat est néanmoins tempéré par P. Raggi qui signale le fort

caractère évolutif de la conjoncture politique, stratégique (volonté d'autonomie de l'approvisionnement en énergie), environnementale et technologique (innovations décisives concernant les énergies renouvelables); tout cela pouvant faire évoluer rapidement, dans un sens ou dans l'autre, les représentations et l'acceptabilité vis-à-vis de l'exploitation des gaz de couche.

NOTES

1. Batellier P., 2016, Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec : définitions et postulats, Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 16 Numéro 1. <http://journals.openedition.org/vertigo/16920>

AUTEUR

SIMON EDELBLUTTE

Université de Lorraine, Loterr - Centre de Recherche en Géographie, Campus Lettres et Sciences Humaines, 23, boulevard Albert I^{er}, 54000 NANCY - simon.edelblutte@univ-lorraine.fr